



AMBASSADE DE FRANCE EN ALLEMAGNE
SERVICE DE PRESSE et D'INFORMATION

Revue de la presse allemande semaine du 2 au 9 mai 2008

POLITIQUE INTERIEURE

Débat sur l'instauration en Allemagne d'un « conseil de la sécurité nationale »

La presse a largement commenté la proposition émanant du groupe parlementaire CDU/CSU, ardemment défendue par le ministre fédéral de l'intérieur, M. Wolfgang Schäuble (CDU), qui vise à instaurer en Allemagne un « conseil de la sécurité nationale » inspiré du modèle américain (NSC). Placé sous l'égide de la chancellerie fédérale, cet organe serait chargé de superviser la politique étrangère du pays.

Les journaux ont aussi fait état de l'opposition à ce projet du ministre allemand des affaires étrangères. M. Steinmeier (SPD) a ainsi fait valoir qu'au regard de la tradition de la politique étrangère allemande, le projet ne s'apparentait pas à une « perspective d'avenir ». Alors que le SPD rejette la création d'un tel organe perçu comme une tentative de la CDU d'empiéter sur les compétences du ministère des affaires étrangères, la chancellerie, qui soutient la proposition, a fait savoir qu'elle n'envisageait pas de prise de décision avant les prochaines élections fédérales de 2009.

Dans leurs commentaires, les journaux sont partagés entre la presse conservatrice (*Frankfurter Allgemeine Zeitung, Die Welt*) et économique (*Financial Times Deutschland*), favorable à l'ouverture du débat, et la presse de gauche (*Frankfurter Rundschau, Tagesspiegel, Berliner Zeitung*) plus réticente, voire opposée à cette perspective.

A l'instar de *Die Welt*, la presse conservatrice s'accorde à constater qu'« il manque une instance qui coordonne la politique étrangère et la politique de sécurité intérieure ». Le projet serait ainsi une « contribution importante » à la réflexion sur cette question (*Financial Times Deutschland*), même si on ne saurait comparer l'Allemagne aux Etats-Unis. La *FAZ* dénonce « la diabolisation » de principe du projet parce qu'il émane du groupe parlementaire conservateur.

La presse de gauche s'insurge contre un projet qui empièterait sur les compétences du ministère de affaires étrangères, actuellement occupé par le partenaire SPD de la coalition, et met avant tout en garde contre l'option risquée qui consisterait à priver le Bundestag de ses prérogatives lorsque se pose la question de la mobilisation de forces allemandes. La *Frankfurter Rundschau* voit dans le projet une « provocation » de la part des députés de la CDU/CSU et défend le mode de fonctionnement actuel jugé satisfaisant, « puisqu'il ne

partage pas seulement les responsabilités mais aussi les pouvoirs » entre la chancellerie, les ministères des affaires étrangères et de la défense et le parlement.

Mercredi, l'arrêt de la cour constitutionnelle de Karlsruhe jugeant inconstitutionnelle la présence de soldats allemands à bord de vols de surveillance de l'OTAN au dessus de la Turquie pendant la guerre en Irak en 2003 (car sans consultation préalable du parlement) est interprété par une partie de la presse comme un argument supplémentaire à l'appui des détracteurs du projet : Karlsruhe « freine » (*Frankfurter Rundschau*), voire « torpille » (*Handelsblatt*) le conseil national de sécurité.

POLITIQUE INTERNATIONALE

Birmanie

Les ravages causés par le passage du cyclone Nargis en Birmanie et l'attitude de la junte militaire birmane ont dominé cette semaine l'actualité en matière de politique étrangère. La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a notamment fait état des déclarations du ministre français des affaires étrangères, M. Bernard Kouchner, à l'issue de son entrevue avec la ministre allemande en charge de la coopération et du développement, Mme Heidemarie Wieczorek-Zeul (SPD). « La France veut contraindre le régime birman au moyen d'une résolution des Nations unies à laisser entrer l'aide internationale », écrit ainsi le journal avant d'ajouter que la démarche de M. Kouchner s'appuie sur le droit d'ingérence et les responsabilités qui en découlent. Le journal rapporte aussi les déclarations de l'ambassadeur de France auprès des Nations unies en ce sens et précise que la France a débloqué une aide d'urgence de 200 000 euros qui pourrait être augmentée et atteindre un à deux millions d'euros si le régime accepte de s'ouvrir à l'aide internationale.

Le quotidien de Francfort indique en fin de semaine que l'*Auswärtiges Amt* a convoqué l'ambassadeur de Birmanie à Berlin pour lui faire part de « l'inquiétude » du gouvernement fédéral eu égard aux obstacles qui continuent d'entraver l'acheminement de l'aide internationale.

Dimitri Medvedev succède à Vladimir Poutine

Le passage de flambeau entre Vladimir Poutine et Dimitri Medvedev au Kremlin a été interprété par la presse allemande comme un gage de continuité à la tête de la Russie. L'ancien président devenu Premier ministre restant aux commandes, les quotidiens soulignent, pour le déplorer, qu'aucune inflexion majeure n'est à attendre en matière de politique étrangère. « A l'Est, rien de nouveau », résume ainsi *Die Welt*.